

Résumé CV du Juge Oumar GAYE

Magistrat publiciste, hors hiérarchie depuis 2000. Je fus juge d'instruction au tribunal régional hors classe de Dakar, Conseiller référendaire au Conseil d'Etat pendant 12 ans, ancien Conseiller juridique du Président de la République (juin 2007- avril 2009), Chef du Bureau des Affaires juridiques au Ministère de la Coopération internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports aériens et des Infrastructures, Directeur de la Législation, de la Réglementation et des Agréments au sein du Ministère de la Coopération internationale, des Transports aériens et des Infrastructures et de l'Energie, Conseiller juridique du Premier Ministre, Premier Conseiller à l'Ambassade du Sénégal à Paris, Conseiller à la Cour suprême du Sénégal actuellement Directeur du Service de Documentation et d'Etudes de la Cour suprême.

Conseil du Sénégal dans l'affaire l'opposant au Royaume de Belgique portée devant la Cour internationale de Justice de la HAYE et relative aux questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader Mr Hissène HABRE en 2009 et 2012 ;

4-11 Décembre 2009 : Expert du Gouvernement à la 3^{ème} session du Comité des Experts gouvernementaux d'UNIDROIT tenue à Rome ;

Observateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour les élections présidentielles à Djibouti en 2005 et aux SEYCHELLES en 2006 ;

9 au 23 avril 2013 : Chef de la délégation du Sénégal à la 53^{ème} Session ordinaire de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) à Banjul (Gambie) ;

Septembre – Octobre 2010 participation et Chef de la délégation du Sénégal à la Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Montréal à Beijing en Chine ;

Observateurs de procès en Afrique et enquêteur en matière de violation des droits humains pour Amnesty International.

Membre de jury de soutenance de thèse, Formation à l'Université Cheikh Anta Diop, à l'Ecole nationale d'Administration (ENA) et au Centre de Formation judiciaire (CFJ) ;
Participation à de nombreux colloques au niveau national et au niveau international et auteur de plusieurs publications.

Publications d'articles :

- sur le contentieux électoral des collectivités locales ;
- sur le Contentieux de l'Environnement au Sénégal avec l'IUCN.
- auteur d'un ouvrage sur la saisine du Conseil d'Etat du Sénégal ;
- auteur d'une contribution aux mélanges du Pr Edmond Jouve, Professeur à la Faculté de droit de l'Université René Descartes- Paris V et Directeur de l'Observatoire des Relations internationales, du Développement et de la Francophonie : Observations de l'élection présidentielle aux Seychelles et perspectives du processus électoral dans les pays de l'espace francophone, Editions BRUYLANT, Bruxelles 2010, Tome 2
- la Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

Publications d'articles à paraître dans le prochain Bulletin d'informations de la Cour suprême :

- Le suivi de l'exécution des décisions de l'Agence de Régulation des Marchés publics (ARMP) et de la Cour suprême ;
- Les mécanismes de règlement des litiges des contrats de partenariat (PPP).
- Les référés en matière administrative devant la Cour suprême.

Téléphone: (00 221) 77 634 09 30 E-mail : ogayes@yahoo.fr gayoum@gmail.com



CURRICULUM VITAE

I/ Informations générales

Nom : GAYE

Prénoms : Oumar

ADRESSE : Cour suprême , (Ex Musée dynamique) Boulevard Martin Luther King- Fann Hock, BP 15 184 Dakar Sénégal

Mobile : (00 221) 77 634 09 30

E-mail : ogayes@yahoo.fr gayoum@gmail.com

Date de naissance : 01-11-1961 à DAGANA

AGE : 58 ans

NATIONALITE : Sénégalaise

SITUATION DE FAMILLE : Marié, père de deux garçons

II/ ETUDES

Session Mai- juin 2014 : MOOC Sorbonne Droit : Droit des entreprises (Plateforme France Université numérique, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne) ;

1990-1992 : Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (E.N.A.M.) du Sénégal
Diplôme obtenu : Brevet de l'ENAM (Section magistrature)

DIPLOMES OBTENUS

Maîtrise ès science juridique, option administration publique (Droit public)
1980-1983 : Lycée Charles De Gaulle de Saint-Louis : Baccalauréat ès lettres
1984 -1989: Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

Connaissances informatiques : WORLD

III/ EXPERIENCES PROFESSIONNELLES :

23 juin 2020 : Directeur du Service de Documentation et d'Etudes de la Cour suprême ;

17 décembre 2018 à nos jours, Conseiller à la Cour suprême (Conseiller à la Chambre administrative et à la Chambre sociale) ;

6 mars 2013 au 17 décembre 2018, Premier Conseiller de l'Ambassade du Sénégal à Paris (France) ;

24 mai 2012 au 6 mars 2013, Conseiller technique, chargé des Affaires juridiques à la Primature ;

Juin 2010 à mars 2012 : Directeur de la Législation, de la Réglementation et des Agréments au ministère de la Coopération internationale, des Transports aériens et des Infrastructures et de l'Energie;

Juin 2009 à juin 2010 : Chef du Bureau des Affaires juridiques au ministère de la Coopération internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports aériens et des Infrastructures;

Juin 2007 à mai 2009, Conseiller technique à la Présidence de la République chargé des Affaires de droit public ;

14 Juillet 2004 à mai 2007 : Conseiller référendaire de première classe au Conseil d'Etat

Décembre 1995 –juillet 2004 : Conseiller référendaire de deuxième classe du Conseil d'Etat

Juillet 1992 à Décembre 1995, Juge d'Instruction au Tribunal Régional Hors Classe de Dakar : **Compétences ou connaissances professionnelles** : Enquêtes sur les affaires criminelles ou délictuelles ;

Septembre 1989-octobre 1990 : Collaboration à l'Etude de Maître Massokhna KANE, Avocat à la Cour, ancien Ministre de l'Intégration africaine;

Mission principale : Rédaction des requêtes, de conclusions tant en demande qu'en défense, de mémoires, conseil aux clients ;

A / EXPERIENCE EN MATIERE D'INGENIERIE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIVE

6 – 8 avril 2009 et 12 mars -21 mars 2012 : Conseil du Sénégal dans l'affaire l'opposant au Royaume de Belgique portée devant la Cour internationale de Justice de la HAYE et relative aux questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader Mr Hissène HABRE ;

4-11 Décembre 2009 : Expert du Gouvernement à la 3^{ème} session du Comité des Experts gouvernementaux d'UNIDROIT tenue à Rome ;

26 mai – 1^{er} juin 2007 : Voyages d'études à DUBAI ;

24 juillet au 4 août 2006 : Observateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour les élections présidentielles aux SEYCHELLES

Août- Septembre 2004 Conseiller juridique de Monsieur le Président de la République

(Elaboration de projets de loi, projet de décret et d'autres documents à caractère juridique) ;

2001 Conseiller juridique de l'Ordre National des Chirurgiens -Dentistes du Sénégal (Mon rôle consiste à donner des éclairages sur le plan juridique ; je préside également les deux formations disciplinaires) ;

2002 Conseiller juridique de l'Union Sénégalaise des Entreprises de Transit et de Transports Agréés (il s'agit des commissionnaires agréés en douane) ;

1^{er} au 11 avril 2005 : Observateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie (O.I.F) pour les élections présidentielles à Djibouti ;

- Membre du Comité chargé par le Président de la République de réfléchir sur les mécanismes de financement de l'Union Africaine ;

B/ EXPERIENCE EN MATIERE D'ENCADREMENT :

16 novembre 2019 : Membre du jury lors de la soutenance de thèse de Doctorat Unique en droit public de M Serigne Bass Ndongo à la Faculté des Sciences juridiques et politiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

10 novembre 2016 à Paris : participation au colloque international sous le thème : les défis sécuritaires au Sahel et en Afrique du Nord organisé par le Centre sahel pour l'expertise (SAHEL-EC) ;

7-8 novembre 2016 à Paris : participation au 11^{ème} colloque international du Centre de recherche sur les droits de l'Homme et le droit international humanitaire de l'université Panthéon-Assas Paris II, sur l'avenir du système de protection des droits de l'Homme des Nations Unies ;

11 juin 2015 à Paris : participation à la conférence internationale sur la gouvernance sécuritaire en Afrique organisée par l'Institut Mandela ;

1^{er} avril 2015 à Paris : participation au colloque organisé par le Conseil supérieur du notariat, Jacques Toubon, l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) et l'OIF sur le thème : « Quelle complémentarités d'actions pour les droits de l'enfant » ;

8 avril 2015 à Paris : Participation au premier colloque sur les enfants fantômes ou enfants sans identité, un enjeu politique et civique organisé par l'OIF à l'Assemblée nationale ;

25 juillet 2014, Intervenant à l'Institut de Formation pour le Développement (CIFOPE): **Rôle et fonction de Secrétaire Général, de directeur de cabinet et conseiller politique dans le contexte de la transformation de l'action publique**

6- 7 juin 2007 : Animateur des journées d'études organisées par l'IUCN et l'Association des Amis de la Nature (ASAN) au profit des organisations communautaires de base ;

2004 et 2007 : Enseignant au DESS Collectivités locales à l'Ecole Doctorale Régionale Africaine de l'Université Cheikh Anta DIOP (UCAD) : Contentieux et contrôle des collectivités locales

2001-2007 : Enseignant associé au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) (Administration et système du Travail, Gestion des Ressources humaines);

- Diplôme Supérieur de Gestion des Services de Santé (Gestion Hospitalière Programme : Ce module vise à préparer les stagiaires d'un point de vue juridique et organisationnel à l'exercice de leur fonction de Haut Responsable au sein d'une structure hospitalière)
- Membre du Jury du concours d'entrée au CESAG en -2002, 2003, 2005 et 2008 ;
- 1998 – 2007 : Formateur à l'Ecole Nationale d'Administration (qui forme les hauts fonctionnaires du pays)

Matières dispensées : droit constitutionnel et Institutions Judiciaires aux Elèves (Section administrative Générale, Section diplomatie, Section Sociale, Section Financière)

- 2000-2007 : Formateur au Centre de Formation Judiciaire (qui forme les magistrats), matière dispensée : Contentieux administratif
- 1999 – 2000 : Intervenant à l'Antenne Régionale de Dakar du Centre d'Etudes Diplomatiques et stratégiques de Paris
- 1999 : Formateur au Service régional de l'Hygiène de Dakar : cours dispensés droit Constitutionnel, Institutions Judiciaires – 40 (élèves).
- 10- 15 janvier 2005 : Participation au séminaire de formation des formateurs du personnel de l'Administration pénitentiaire organisé par Penal Reform International et le Centre de Formation Judiciaire ;
- 13-17 Octobre 2003 Animateur et superviseur du Séminaire organisé par le CESAG et le CEPRECOM sur « Gouvernance et Modernisation de l'Etat » au profit du Délégué au Management Public et d'un Responsable du PNUD de la République Islamique de Mauritanie ;
- 18-21 décembre 2003, Animateur du thème « La présentation, l'élaboration et l'adoption de la loi de finances » lors du séminaire organisé par le Ministère chargé des Relations avec les Institutions Parlementaires Nationales, Régionales et de l'Union Africaine (M.R.I.P.N.R.U.A.);
- 28-30 novembre 2003, Animateur du thème « Le rôle consultatif du Conseil d'Etat dans la procédure législative » lors du séminaire organisé par le M.R.I.P.N.R.U.A.
- 03-04 Mars 2003, à Saint-Louis, Animateur de séminaires de formation des Autorités administratives et Présidents de Collectivités Locales sur le contrôle de légalité
- 9-18 Juillet 1998 Animateur du séminaire organisé par l'E.N.A.M., le Ministère de l'Intérieur et l'Union Européenne sur le Thème « l'Etat et les Collectivités locales au profit des sous-préfets d'arrondissement de Dakar et Thiès».

- 18 septembre 1998 Conférencier lors du dîner –débat sur le thème « Décentralisation et Contrôle juridictionnel au Sénégal » présidé par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

C / PARTICIPATION AUX SEMINAIRES ET CONGRES

1/ au niveau international

8 avril 2015 à Paris : participation au premier Colloque sur les Enfants fantômes : un enjeu civique, politique et économique organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, l'Association du notariat francophone et l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles ;

8 avril 2015 à Paris : participation à la rencontre des acteurs de la Francophonie sur le thème « Quelle complémentarités d'actions pour les droits de l'enfant » organisée par l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) et l'Association du notariat francophone ;

9 avril 2015 à Paris : participation à la rencontre organisée par l'Académie diplomatique internationale sur le thème « Paix, démocratie et Droits de l'Homme : l'Afrique en mouvement » à l'occasion de la parution de l'ouvrage « De Dakar à Dakar : 25 ans d'engagement de la Francophonie » de Robert DOSSOU et Hacen LEBATT

*9 au 23 avril 2013 : **Chef de la délégation du Sénégal à la 53^{ème} Session ordinaire de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) à Banjul (Gambie)***

21- 23 novembre 2011 : participation à Ouagadougou, au Burkina FASO, au séminaire sur la mise en œuvre du droit de l'Environnement en Afrique francophone, organisé par l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) et l'Institut de l'Environnement de l'OIF ;

Septembre – Octobre 2010 participation et représentant du Sénégal à **la Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Montréal à Beijing en Chine ;**

Octobre 2011 participation à Mumbai, en Inde à **la Conférence sur les services aériens organisés par l'OACI ;**

Décembre 2007 à mars 2009 : Participation à Genève, à Montreux, (Suisse) à Tunis et à Paris aux rencontres sur les TIC ;

- 20- 21 novembre 2006 : présentation d'une communication sur le Conseil d'Etat et le contentieux de la concurrence, lors du séminaire francophone sur la concurrence réunissant autorités de concurrence et magistrats, à la **Cour de cassation en France ;**

- 12-17 juillet 2004, participation à **Bamako**, au Mali aux assises statutaires de l'Association Ouest Africaine des Hautes Juridictions Francophones et **présentation d'une communication** sur « les Contrariétés de décisions entre Hautes Juridictions Constitutionnelle, Administrative et Judiciaire » ;

- 26-28 avril 2004 : Présentation **d'une communication** portant sur « les garanties offertes aux justiciables quant à l'exécution des décisions du juge administratif » lors du VIIIème

Congrès de l'Association Internationale des Hautes Juridictions Administratives (AIHJA) à **Madrid en Espagne** ;

- 13- 15 janvier 2004 : **Présentation d'une communication** portant sur « Le pouvoir exécutif dans ses relations avec les autres pouvoirs » lors du Colloque international de Cotonou (**Bénin**) organisé par l'Association Ouest Africaine des Hautes Juridictions Francophones (A.O.A-H.J.F) ;

- 7-16 Novembre 1998 à Cotonou au **Bénin** : **Représentant du Conseil d'Etat** à l'Assemblée générale constitutive de l'Association Ouest Africaine des Hautes Juridictions Francophones (AOF-HJF) et **présentation d'une communication** sur le contentieux électoral au Sénégal ;

12 – au 16 Juillet 1999, participation au Séminaire régional sur « les méthodes du Juge administratif » organisé par le Centre de Formation Judiciaire et le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France à Dakar ;

16-23 octobre 2004, Visite de travail au siège de l'Union européenne à **Bruxelles** (Belgique) ;

19-25 novembre 2000 voyage d'études à **Taiwan** ;

1^{er} au 10 décembre 1999 voyage d'études aux **Etats – Unis** :

2/ au niveau national

21-23 novembre 2019 : Présentation d'une communication sur les mécanismes de règlement des litiges dans le cadre des contrats de partenariats (PPP) lors de l'atelier organisé par l'Agence de Régulation des Marchés publics (ARMP) et de la Cour suprême ;

24-25 septembre 2019 : participation à l'atelier régional de renforcement des capacités des juges constitutionnels régionaux sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes organisé par la Délégation régionale de l'UNESCO à Dakar avec la Cour suprême ;

2 mai 2019 : Présentation d'une communication sur le suivi de l'exécution des décisions de l'Agence de Régulation des Marchés publics (ARMP) et de la Cour suprême lors de l'atelier organisé par ces deux Institutions ;

7 - 8 décembre 2012 : Participation à Saly à un séminaire de sensibilisation des juges chargés des mineurs sur la question de la traite des personnes

18-19 juillet 2006 : Auteur d'une communication sur « Accès à la justice et contentieux de l'Environnement » lors de la session de formation continue organisée par le Centre de Formation Judiciaire (CFJ) et l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) ;

8-10 mars 2006 : participation à la session de formation sur la réglementation des télécommunications au Sénégal organisée par le Centre de Formation Judiciaire et l'Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) ;

7 mars 2006 : participation à la journée de réflexion sur le Fonds de Garantie Automobile organisée par le Centre de Formation Judiciaire ;

2 Juillet 2004, participation aux journées de concertation nationale sur la libéralisation du secteur des télécommunications ;

- 5-7 avril 2000, représentant du Conseil d'Etat au Séminaire organisé par l'ENAM et le Comité de Réforme Juridique (CRJ) sur le contentieux douanier au Sénégal.

- 23 février 2000 : Animateur de la journée d'études organisée par le Front d'Action de la Société Civile (FACS) et portant sur « l'Indépendance de la justice à l'épreuve des élections de 1983 à 1999 » ;

- 1^{er} – 4 février 2000 représentant du Conseil d'Etat aux journées d'Etudes organisées par le CFJ sur l'élection présidentielle ;

- **20-21 Décembre 1999**, représentant du Conseil d'Etat aux journées d'études organisées par le CFJ et portant sur « la Cour de Justice de l'U.E.M.O.A » ;

- **15 au 18 novembre 1999** représentant du Conseil d'Etat aux journées d'études organisées par la Cour des Comptes sur : « organisation et contrôle des budgets des collectivités locales ».

- **24 -26 Mars 1998**, participation au Séminaire organisé par le Conseil d'Etat sur le contrôle de légalité des actes des collectivités locales ;

PRESIDENT de l'Association des Brevetés des Ecoles Nationales d'Administration et de Magistrature (ABENAM) .

IV/ EXPERIENCES ACQUISES AU SEIN D'AMNESTY INTERNATIONAL

- 23-29 novembre 2004, **Observateur d'Amnesty International** lors du procès intenté contre les auteurs de la tentative de coup d'Etat de juin 2003, d'août et septembre 2004, à Ouad Naga en République Islamique de Mauritanie ;

- 24 -26 septembre 2002 Participation au séminaire organisé par le WARIPNET (West African Refugee and Internaly Displaced Persons Netwok)

■ 13 avril 2001 Animateur de la conférence, organisée par la Coalition des Défenseurs des Droits Humains et portant sur « Le rôle des défenseurs dans le domaine juridique/ application des normes /textes internationaux/ l'Etat de droit pour le maintien et le respect d'un Etat de droit »

17 Mars 2001, élu Président du groupe des Juristes de la Section sénégalaise d'Amnesty International ;

2 novembre 2000 : Conférencier sur le thème « La Torture : pratique illégale, instrument de pouvoir » à l'occasion de la Semaine de la Section sénégalaise d'Amnesty International ;

1^{er} au 28 octobre 2000, **Membre de la mission de recherche** d'Amnesty International au **Rwanda** et en République Démocratique du Congo (R.D.C.) ;

24 août 2000 **Animateur de la conférence de presse** organisée par la Coordination pour la Libération de Alpha CONDE et de ses Compagnons (C.L.A.C.C.) à Abidjan (**Rép. De Côte d'Ivoire**) ;

- 16 mai 2000, Participation à la conférence de presse avec Pierre SANE, Secrétaire Général d'Amnesty International.

- 12-21 avril 2000 : **Observateur d'Amnesty International** à Conakry (**République de Guinée**) lors du procès intenté contre Alpha CONDE et 47 Autres.

- 16-17 avril 1999 : Animateur du Séminaire organisé par la Section Sénégalaise d'Amnesty International sur « le rôle du journaliste dans la promotion des droits humains »

- 10-18 juin 1998 : **Observateur d'Amnesty International** à Ndjaména (**Tchad**) lors du procès intenté contre le Député Yorongar Ngarlédji et deux journalistes.

V Publication

1997 : Co-auteur du Guide des recours devant le Conseil d'Etat ;

1998 : Le Contentieux électoral devant les juridictions Suprêmes, Bulletin de Droit et d'Information n°6 et 7, de la Cour Suprême du Bénin p.87 ;

2001 : Co-auteur de l'ouvrage : le Conseil d'Etat et la pratique de l'annulation ;

2002 : Communication sur le Commerce électronique à l'occasion du 19^{ème} Colloque sur les Etudes américaines organisées par le Centre Culturel américain ;

18-21 Décembre 2005, membre du comité de rédaction du droit de l'environnement au Sénégal en collaboration avec l'Union Internationale pour la conservation de la Nature (IUCN) ;

Contribution aux mélanges du Professeur Edmond Jouve : Observations de l'élection présidentielle aux Seychelles et perspectives du processus électoral dans les pays de l'espace francophone, Contributions aux Mélanges dédiés au Professeur Edmond Jouve, Editions BRUYLANT, Bruxelles 2010, Tome 2

VI/ Décoration

Chevalier de l'ordre national du Lion

VI/ Langues

- Langue maternelle : Wolof

Autres langues

- Français : écrit et parlé (maîtrise parfaite)- Anglais : passable